

“L'Italie a été laissée seule”

■ Enzo Moavero Milanese exige une réponse européenne à la migration.

■ Le ministre des Affaires étrangères détaille la vision de l'Italie.

Entretien réalisé par Maria Udrescu

Entretien exclusif

Le ministre des Affaires étrangères italien, Enzo Moavero Milanese, se trouvait à Bruxelles ce mercredi, pour une rencontre avec son homologue belge Didier Reynders. Loin des déclarations choc du ministre de l'Intérieur et patron de l'extrême droite, Matteo Salvini, il appelle l'Europe à se ressaisir face à la question migratoire, dans une interview exclusive accordée à "La Libre Belgique".

En endossant la fonction de ministre des Affaires étrangères, Enzo Moavero Milanese est apparu comme un ovni au sein du nouveau gouvernement italien, né d'une coalition entre les populistes du Mouvement 5 Etoiles et La Lega, parti d'extrême droite. Avocat et professeur de droit communautaire, europhile jusqu'à la moelle et indépendant politiquement, son profil est censé apaiser une Europe inquiète face au basculement du pouvoir italien en faveur de partis antisystème.

N'y a-t-il pas une contradiction entre vos convictions européennes et votre participation à un gouvernement qui se montre très critique envers l'UE ?

Je ne présenterais pas l'actuel gouvernement comme anticuropéen. Je pense pouvoir apporter une vision complémentaire à celle des deux partis politiques du gouvernement. Ils expriment une forte volonté de changement et c'est vraisemblablement pour cette raison qu'ils ont bénéficié d'un grand soutien électoral. Ces deux forces politiques représentent une voix critique. Est-ce une voix critique dans une Europe qui ferait preuve d'une entente exceptionnelle, d'une vocation unique ? Je ne crois pas. Ce sont des voix critiques parmi d'autres, dans un cadre européen qui a besoin de discuter de réformes et de rétablir un lien avec les citoyens.

La crise migratoire a-t-elle joué un rôle dans la victoire électorale de ces partis ?

Plusieurs éléments expliquent le choix du peuple italien. Avant tout, le besoin de réformes concrètes de secteurs de la vie sociale. En Italie comme ailleurs en Europe, la longue durée de la crise économique pousse les citoyens à demander des solutions à une situation considérée comme insatisfaisante en termes d'emploi et de croissance. La migration est aussi importante pour l'opinion publique italienne. On a reçu, de la part des institutions européennes et d'Etats membres, des remerciements pour la responsabilité qu'on a assumée et quelque support matériel. Mais, au fond, l'Italie a été laissée seule. Pourtant, les migrants ne cherchent pas la terre italienne, grecque ou espagnole, mais l'Europe.

L'Italie a décidé de fermer ses ports aux bateaux transportant des migrants secourus en Méditerranée. S'agit-il d'un message politique pour réveiller l'UE ?

Objectivement, le flux migratoire se dirigeait essentiel-

lement vers Italie et n'était plus soutenable. Ce n'est pas une question d'égoïsme, mais de partage. L'accueil ne peut pas reposer uniquement sur les épaules d'un seul pays.

Nous avons fait en sorte que nos garde-côtes garantissent toujours la sécurité des bateaux des migrants. On ne les a pas abandonnés. Toutefois, à un moment, on a voulu dire haut et fort aux autres Etats de l'UE qu'ils doivent mettre en place une politique migratoire commune. Qui n'existe pas. Nous avons une Europe qui nous explique comment emballer le beurre et la margarine, qui donne des "passeports" aux furets, mais qui est absente face à une question aussi importante, qui concerne des êtres humains.

Pourquoi l'Europe a-t-elle échoué à se doter d'une politique migratoire jusqu'à aujourd'hui ?

Premièrement, il n'y a pas assez d'instruments efficaces d'intervention, car la dernière fois que les traités ont été modifiés à Lisbonne, en 2007, le phénomène n'avait pas la même envergure qu'actuellement. Deuxièmement, les migrations revêtent un caractère particulièrement émotionnel. D'une part, nous sommes des fois effrayés par des cultures, religions, façons de vivre et de penser différentes. D'autre part, nous éprouvons de l'émotion et de la solidarité face à des femmes enceintes, des enfants seuls ou, pire, qui périssent en route vers l'Europe. Cet impact émotionnel se traduit dans l'expression démocratique des électeurs de chaque Etat. Cela rend difficiles les décisions des leaders politiques au niveau européen.

Croyez-vous que l'UE pourra surmonter ces difficultés ?

J'y crois, avec de la force, de la volonté, de la détermination. L'Europe n'a pas de choix. Les citoyens comprennent que la question des migrations n'est pas gérée, ce qui donne un sentiment d'insécurité et de chaos. L'UE n'a pas été bâtie en un seul jour, elle ne va pas s'écrouler en un seul jour. Mais, si l'Union n'est pas capable d'être unie sur les grands défis, elle se désunit et donc se nie elle-même. Les difficultés actuelles sont-elles plus insurmontables que celles qu'avaient nos pères fondateurs qui se sont mis autour d'une table alors que, cinq ans avant, ils s'entretuaient ? N'était-ce pas plus difficile pour eux de commencer une coopération, de l'intensifier et nous donner presque 70 ans de paix ? J'invite ceux qui ont des responsabilités politiques à y réfléchir.

“Il faut que le partage de responsabilités européennes se manifeste”

Lors du Conseil européen de juin dernier, l'Italie a tenu à obtenir des conclusions sur une approche commune de la politique migratoire. Une nuit entière aura été nécessaire pour trouver un accord à minima entre les Vingt-huit, qui se déchirent sur la question depuis trois ans. Pour Enzo Moavero Milanesi, “ces conclusions sont un début, mais ont un grand mérite : pour la première fois, elles esquissent une politique migratoire européenne”. Le ministre italien décrit la manière dont Rome voudrait voir ces paroles, écrites noir sur blanc, se traduire dans des actes, à chaque étape de l'odyssée des migrants.

1 Investir pour développer les pays d'origine

L'Union européenne et ses Etats membres restent le premier donateur au monde d'aide au développement avec un montant total de 75,7 milliards € en 2017. Mais, pour M. Moavero, “ce n'est pas uniquement une question d'argent, c'est surtout une question d'efficacité. J'entends beaucoup parler d'un plan Marshall de l'Europe pour l'Afrique. Or, la réussite du plan Marshall a été déterminée par l'émergence de gouvernements démocratiques capables, notamment dans les pays européens qui sortaient de dictatures. Il faut une action européenne qui soutienne, dans les pays d'origine, des dirigeants démocratiques et décidés à faire ce qu'il y a de mieux pour leur pays”. Ceci, afin d'offrir aux personnes rêvant d'un meilleur avenir, “un droit de choisir” l'endroit où ils veulent le bâtir. “Quand la situation socio-économique du pays d'origine s'améliore, les gens quittent moins volontiers leurs terres”. Quant aux pays en guerre, “l'Europe peut, doit, aussi agir pour y porter la paix”.

Le ministre italien reconnaît qu'il “s'agit là d'un défi énorme”. Dans l'immédiat, il plaide pour établir, tant dans les pays d'origine que de transit, “des centres d'information” sur les dangers de l'odyssée vers l'Europe.

2 Agir dans les pays de transit

Le long de la “route tragique” vers le Vieux Continent, des centres devraient offrir aux migrants la possibilité de faire demi-tour, avec une aide matérielle à la clé – ce que tente déjà de faire l'Onu et l'Organisation interna-

tionale pour les migrations. Tandis que les pays qui représentent la dernière étape avant l'Europe “doivent acquérir une capacité convenable d'accueil et de contrôle”. M. Moavero insiste : “On oublie parfois que nous parlons de gens comme nous, qui font face à des difficultés colossales. Le respect des droits fondamentaux et des conditions dignes d'hébergement, ce ne sont pas des paroles en l'air. C'est pour ça que l'on parle de ‘plateformes de débarquement’ à développer en coopération avec les pays tiers. Parce que l'UE a une responsabilité morale quant à l'accueil digne de ces personnes.”

Le concept de “plateformes de débarquement” désigne des centres que l'UE voudrait établir dans des pays africains pour y accueillir des personnes sauvées “tout au long de leur trajet vers l'Europe” et y identifier les réfugiés, à réinstaller dans l'UE. Mais l'Europe doit encore convaincre les pays tiers d'accueillir sur leur sol ces plateformes, ce qui n'est pas gagné. Pour avancer sur ce dossier il faut, selon M. Moavero, “évacuer toute approche qui pourrait être perçue comme une interférence. Le discours aux gouvernements des pays africains devrait être : l'UE est à votre disposition, pour vous donner du soutien financier, matériel, et travailler avec vous main dans la main”.

3 Créer un véritable partage des responsabilités européen

Mais, avant de prétendre rallier le soutien des pays africains, “commençons par établir une pluralité des centres d'accueil en Europe”, exhorte l'Italie. L'Europe doit donc montrer l'exemple. “Il faut que l'UE se dote d'une régie qui définisse les points européens d'accueil (dits “centres de contrôle”, NdLR) et le nombre de personnes qu'ils peuvent accueillir”, par exemple, afin d'y diriger les bateaux en fonction des places disponibles. “Les conclusions du sommet de juin sont claires et parlent, au pluriel, de ‘centres’ dans des Etats membres”, insiste le ministre. “Ils ne peuvent donc pas se situer uniquement en Italie.” Pour rappel, le président français Emmanuel Macron avait refusé, en juin, d'en accueillir.

“Dès que les gens entrent, par la mer ou par la terre, en contact avec l'Europe, il faut que le partage de responsabilités européennes se manifeste.” Cette exigence d'action commune

“n’est pas uniquement une question d’autodéfense italienne pour ne pas subir seule l’impact migratoire, mais dépend de considérations pratiques. Si j’amène des centaines de personnes au même endroit, il est bien plus difficile de garantir des conditions dignes d’accueil et d’effectuer les contrôles nécessaires. Ces hotspots deviennent très vite bouillants”. D’autant que le règlement de Dublin fait peser la responsabilité du traitement des demandes d’asile – et aussi donc du renvoi des migrants déboutés – sur le pays de première entrée dans l’UE.

4 S’interroger sur l’attitude européenne face à la migration

Dans ces centres de contrôle, seraient alors identifiés *“ceux qui ont le droit d’asile et donc de rester chez nous en Europe”*. En Europe, cela veut dire dans tous les Etats membres. Ces personnes, souligne M. Moavero, devront

être “réparties équitablement sur le territoire européen”. Ce que l’UE a échoué à faire jusqu’à aujourd’hui.

Pour les migrants économiques, *“on évoque souvent le rapatriement. C’est un mot qui a l’air de tout résoudre. Mais nous avons affaire à des gens. Et ce n’est pas si facile de comprendre d’où ils viennent, ni de s’assurer que le pays d’origine les reconnaisse comme ses citoyens”*.

Par ailleurs, M. Moavero estime que l’Union européenne *“ferait bien de s’interroger sur sa capacité d’absorption de migrants. Nous entendons tout et son contraire : ceux qui nous disent que l’Europe est au bord du précipice et peut à peine offrir des opportunités d’emploi aux Européens; et ceux disent que l’Europe vieillit et a besoin de forces jeunes. Il nous faut des données certifiées qui nous permettront de faire des prévisions quant aux possibilités de travail pour les migrants dits économiques”*.